

**DEPARTEMENT DU VAR  
COMMUNE D'OLLIOULES  
DIRECTION GENERALE DES SERVICES**



# **CONVENTION DE PRET A USAGE OU COMMODAT**

Cf. délibération n° 21/01/4.7 du 30 janvier 2021

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Monsieur le MAIRE d'OLLIOULES, Robert BENEVENTI, spécialement habilité aux présents termes de la délibération n° 20.05.4 du 23 mai 2020 du CONSEIL MUNICIPAL donnant DELEGATIONS PERMANENTES au Premier Magistrat de la Commune pendant la durée de son mandat sans aucune restriction et sont donc totales,

Hôtel de Ville  
CS 40108  
83191 OLLIOULES CEDEX

Ci-après dénommé, « LE PRETEUR »,

**D'UNE PART**

**ET :**

L'association « Solidarité Ollioulaise », représentée par sa Présidente Madame Marie-Lou CIONI,

Siège social :  
11, Espace Henri Dunant  
83190 OLLIOULES

Ci-après dénommée, « L'EMPRUNTEUR »,

**D'AUTRE PART**

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE**

Afin de permettre à l'association « Solidarité Ollioulaise », représentée par sa Présidente Madame Marie-Lou CIONI, de bénéficier gratuitement d'un local communal pour ses activités, il est nécessaire de réaliser un contrat de prêt à usage avec la Ville d'Ollioules.

**IL A ETE EXPRESSEMENT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV****ARTICLE 1 – OBJET**

Dans le cadre de cette convention, le PRETEUR concède à titre de prêt à usage purement gracieux et en conformité des articles 1875 et suivants du Code civil à l'EMPRUNTEUR qui accepte, sous les clauses, charges et conditions de droit et d'usage en pareille matière et notamment sous celles énumérées aux présentes :

- Les locaux situés en rez-de-chaussée du bâtiment sis 3 Place du 8 mai 1945 à Ollioules cadastrés section CN 286.

Le tout désigné ci-après « les biens prêtés ».

**ARTICLE 2 – DUREE**

Le présent prêt à usage des biens prêtés est consenti pour une durée de 1 an, renouvelable sans pouvoir excéder une durée totale de 3 années, à compter du 15 février 2021.

Toutefois, le présent prêt à usage peut être dénoncé :

1- à tout moment sans préavis par le PRETEUR :

- dans le cas où l'intérêt général viendrait à exiger soit le déplacement, soit la suppression, soit le besoin de disposer des biens prêtés ;
- si les biens prêtés sont utilisés à des fins non conformes ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par le présent prêt à usage.

2- à tout moment par l'EMPRUNTEUR :

- il pourra dénoncer le présent prêt à usage et libérer les biens prêtés à condition de prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception 1 mois à l'avance.

**ARTICLE 3 – USAGE**

L'EMPRUNTEUR s'oblige expressément à n'utiliser les biens prêtés que pour les activités liées à l'association.

**ARTICLE 4 : REDEVANCE**

La mise à disposition du bien est consentie à titre gratuit et en conformité des articles 1875 et suivants du Code civil à l'EMPRUNTEUR qui l'accepte.

**ARTICLE 5 – CHARGES ET CONDITIONS**

L'EMPRUNTEUR s'engage à maintenir le bien, objet des présentes, en bon état d'entretien pendant la durée de son occupation.

A compter de cette mise à disposition, l'EMPRUNTEUR sera gardien du bien. Il pourra le mettre à la disposition des membres dûment habilités par l'EMPRUNTEUR et sous sa responsabilité.

Ce prêt à usage est consenti et accepté de bonne foi entre les parties et en conformité des usages, sous les clauses, charges et conditions suivantes, que l'EMPRUNTEUR s'engage à respecter :

1- Les charges afférentes à l'occupation des biens prêtés restent à la charge du PRETEUR :

électricité, eau, ... (hors assurance).

2- Il prendra les biens prêtés dans leur état actuel, sans recours contre le PRETEUR pour quelque cause que ce soit et, notamment, pour mauvais état, vices apparents ou cachés, existence de servitudes passives apparentes ou occultes et, enfin, d'erreur dans la désignation sus-indiquée et sans pouvoir exiger aucune réparation, ni travaux de quelque nature que ce soit pendant toute la durée du prêt à usage.

3- Il occupera les biens prêtés paisiblement et honorablement et ne pourra y exercer que l'activité précisée à l'article 3 du présent prêt à usage. Il s'opposera à tous empiètements et usurpations et, le cas échéant, en préviendra immédiatement le PRETEUR afin qu'il puisse agir directement.

4- Il ne pourra embarrasser, d'une manière ou d'une autre, aucune partie des biens prêtés ni même les abords et les parties extérieures du site. Il devra tenir les biens prêtés pendant toute la durée du prêt à usage en constant état de propreté et devra débarrasser régulièrement le site de tous encombrants.

5- Toute modification éventuelle dans les biens prêtés ne pourra intervenir sans le consentement préalable et par écrit du PRETEUR. Dans ce cas, ils devront être exécutés sous la surveillance du PRETEUR et devront à la fin du prêt à usage rester au PRETEUR, sans indemnité, à moins que celui-ci n'exige le rétablissement des lieux dans son état primitif et aux frais de l'EMPRUNTEUR.

6- Il devra se conformer scrupuleusement aux règlements de police administrative et aux règles de sécurité liées à l'utilisation de matériel électrique.

7- Il fera son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance des biens prêtés, le PRETEUR ne pouvant en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont l'EMPRUNTEUR pourrait être victime dans les biens prêtés.

8- Il ne pourra rendre responsable le PRETEUR des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, électricité ou tout autre service collectif analogue extérieur aux biens prêtés.

9- En cas de besoin, il devra laisser le personnel du PRETEUR accéder librement aux biens prêtés.

## **ARTICLE 6 – CESSION ET SOUS-LOCATION**

Le prêt à usage est conclu *intuitu personae*. Toute cession des droits en résultant ou sous location des biens prêtés est interdite.

## **ARTICLE 7 – ASSURANCE**

L'EMPRUNTEUR demeure entièrement responsable des dommages et des nuisances éventuelles qui pourraient résulter de son activité, sans que la responsabilité du PRETEUR ne puisse être recherchée.

Il devra se faire assurer contre l'incendie et tous autres dégâts par une compagnie d'assurance solvable pour les biens prêtés, son mobilier et matériel, et ce pendant toute la durée du prêt à usage.

Par ailleurs, il s'engage à souscrire un contrat de responsabilité civile en vue de couvrir tous les dommages causés aux tiers du fait de son exploitation. Les préjudices corporels devront être garantis sans limitation de somme ; les préjudices matériels devront être garantis pour le montant maximum généralement admis par les compagnies d'assurances.

Il devra justifier de ces assurances et de l'acquit des primes correspondantes à la demande du PRETEUR.

La responsabilité du PRETEUR ne saurait être engagée en cas de sinistre (dégât des eaux, incendie, etc...) ou de vol de matériaux et matériels ou tous autres objets qui auraient été entreposés dans les biens prêtés.

Tout sinistre survenu dans les biens prêtés devra être signalé, dans les 24 h, au PRETEUR.

#### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

Les dispositions de la présente convention pourront être modifiées par voie d'avenant.

#### **ARTICLE 9 – CONDITIONS RESOLUTOIRES**

A défaut par l'EMPRUNTEUR d'exécuter l'une des clauses, charges et conditions des présentes, la résiliation du contrat de prêt sera encourue de plein droit, sans préavis, ni indemnité.

Toutes les conditions de ce prêt à usage sont de rigueur.

#### **ARTICLE 10 - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élections de domicile chacune en son siège social sus-indiqué.

Fait à Ollioules le ..... en deux exemplaires originaux dont un exemplaire sera remis à chacune des parties qui le reconnaît.

Pour l'EMPRUNTEUR<sup>(1)</sup>,  
La Présidente, Marie-Lou CIONI

Pour le PRETEUR,  
le Maire, Robert BENEVENTI

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Département :  
VAR

Commune :  
OLLIOULES

Section : CN  
Feuille : 000 CN 01

Échelle d'origine : 1/500  
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 18/01/2021  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Envoyé en préfecture le 04/02/2021

Reçu en préfecture le 04/02/2021

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
ID : 083-218300903-20210130-D2021\_01\_4\_7-DE

171 Avenue de Vert Coteau CS 20127  
83071  
83071 TOULON CEDEX  
tél. 04 94 03 95 01 -fax  
cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

